



Le féminisme devra-t-il être rentable?

Saviez-vous que le centre de femmes de votre quartier risque de bientôt fermer ses portes, faute d'argent? Il y a presque 1 500 groupes de femmes au Québec. Plusieurs tirent leur maigre financement des gouvernements fédéral et/ou provincial. Or, là aussi, l'État-providence se questionne: les groupes de femmes sont-ils «rentables»? Si non, c'est leur survie qui est en jeu.

Depuis que le Forum sur la situation économique des femmes, organisé par le Conseil du statut de la femme en 1983, l'a mise à l'ordre du jour, la question du financement des groupes de femmes n'a guère évolué. Les problèmes ont été dits et redits, mais les solutions se font attendre. Même si, sous la pression des groupes, les budgets ont sensiblement augmenté ces dernières années, ils demeurent largement insuffisants. Comment s'en étonner alors que les gouvernements fédéral et provincial ne parlent que de «désengagement» et de «rationalisation des coûts»? À mon avis, ce contexte nous oblige à reposer en ces termes la question du financement des groupes: Quels choix politiques présideront à l'affectation des ressources de l'État dans les années à venir? Le féminisme sera-t-il de ceux-là?

Le mouvement féministe a beaucoup changé depuis 10 ans. Au Québec, on compte quelque 1 500 groupes de femmes, dont plus d'une quinzaine d'associations et de regroupements d'envergure provinciale. Les femmes ont compris que pour être écoutées, il faut être organisées et branchées sur l'action. Les groupes organisent des colloques, font du lobbying, ils produisent des bulletins, écrivent des mémoires et se promènent entre Ottawa et Québec pour les défendre, ils gèrent un fonctionnement démocratique. De plus, nombreux sont ceux qui offrent des services comme les centres

de santé, les maisons d'hébergement et les centres de femmes. Mais qu'ils orientent leur action vers les pressions politiques ou vers les services, tous les groupes font en plus un travail énorme de sensibilisation, de formation et de recherche. Tout cela concourt à les sortir de la marginalité – mais leur coûte beaucoup plus cher. Il leur faut donc, de plus en plus, revendiquer des gouvernements la reconnaissance de leur action envers les femmes.

Le féminisme rentable?

L'action féministe, comme n'importe quelle autre, suppose d'être menée de façon continue. La continuité suppose un financement de base, à partir duquel il est possible d'axer les efforts vers le développement plutôt que de passer son temps à survivre.

Cependant, dans le contexte socio-politique actuel, c'est toute la perspective du financement des organismes volontaires, dont les groupes de femmes, qui est revue et corrigée. Les nouvelles équipes au pouvoir, à Ottawa et à Québec, ne définissent plus l'État comme un «agent de changement» associé d'emblée à l'action démocratique des groupes, mais comme un «animateur qui va soutenir les initiatives» (Bourassa dixit). La différence est de taille puisque cet animateur est avant tout un gestionnaire. Soucieux d'abord de la rentabilité de ses investissements, il se prépare à évaluer l'efficacité et la pertinence sociale des orga-

nismes volontaires face aux besoins de la population.

C'est actuellement la perspective de travail du comité Nielsen, mis sur pied par le gouvernement fédéral pour choisir les secteurs où l'on effectuera les coupures qui réduiront le déficit. Le comité suggère de financer les organismes en subventionnant des projets précis plutôt que par des subventions de soutien, ou statutaires. Le Programme Promotion de la femme du Secrétariat d'État, le seul voué au financement de l'action féministe, pourrait être touché par cette mesure. Tout le monde sait, de plus, qu'il est attaqué régulièrement par les REAL Women, qui font pression pour le

Lucie Laviolette
(Sujato)

Rebirth

Montréal 524-5580
Québec 524-3642

Membre professionnelle de la
Corporation des paléogénéistes du Québec

L'État, c'est eux

Qui sont les principaux bailleurs de fonds des groupes de femmes québécois?

Au fédéral: le Programme Promotion de la femme du Secrétariat d'État, créé en 1973, suite aux recommandations du rapport Bird sur la situation des femmes canadiennes. Son budget, pour le Québec seulement, est passé, de 1975 à 1985, de 50 000 \$ à plus de 2 millions \$. En 1984, par exemple, il accordait des subventions de soutien à 162 groupes et finançait 162 projets ponctuels (avec une moyenne de 7 652 \$ par projet). En 1985, son budget pour tout le Canada était de 13 184 000 \$. Des augmentations sont prévues jusqu'en 1987, date à laquelle s'appliquera la nouvelle orientation des politiques: au-delà, on ne peut rien prévoir ou espérer.

Au provincial: le ministère de l'Éducation, par la Direction générale de l'éduca-

tion des adultes, et le ministère des Affaires sociales. En 1984-85, par exemple, le MAS a réparti 4 millions \$ entre 33 maisons d'hébergement, dans le cadre de son programme d'aide aux femmes en difficulté. Ce montant, qui semble énorme, n'a pourtant assuré que 50 % des besoins réels: 6 000 femmes y ont eu accès en 1985 et les travailleuses permanentes n'y ont gagné en moyenne que 13 000 \$. Quant aux centres de femmes, encore plus pauvres, le MAS n'en a financé que 23 (sur 34 demandes) en 1985, au coût moyen de 13 000 \$. Qu'advient-il, avec la nouvelle politique du MAS?

Depuis quelques années, les groupes de femmes ont aussi beaucoup utilisé les projets de création d'emplois, fédéraux ou provinciaux, pour assurer leur permanence ou le développement de leur action. Par exemple, au fédéral, 80 % des fonds ont été octroyés jusqu'à présent à des organismes communautaires, dont les groupes de femmes. Mais à l'avenir, les conservateurs de Mulroney l'ont déjà annoncé, ces programmes seront réorientés vers l'entreprise privée.

L.B.

détourner de ses objectifs initiaux. Ce programme est donc loin d'être une ressource acquise.

Au Québec, la Commission Rochon doit réévaluer la rentabilité des services sociaux et proposer des coupures. Or, c'est le ministère des Affaires sociales qui, par un programme destiné aux femmes en difficulté, finance une partie des activités des groupes qui s'occupent de santé alternative (ex: centres de santé des femmes), de prévention de la violence (ex: maisons d'hébergement), d'aide aux femmes violentées (ex: Viol-seours), aux femmes itinérantes (ex: Chez Doris) et aux familles monoparentales.

On peut donc s'attendre à ce que les gouvernements évaluent les groupes de femmes ainsi: L'action féministe est-elle rentable? Y a-t-il un marché pour le féminisme? Y a-t-il des consommatrices pour les groupes de femmes? On parlera de «gestion par projets» plutôt que de «financement des groupes» et les groupes devront définir leurs «clientèles».

Il faut s'inquiéter de cette nationalité économique parce qu'elle peut conduire, ni plus ni moins, à la dépolitisation du mouvement féministe en obligeant les groupes à devenir des prestataires de services, dont les priorités seraient dictées par les nécessités du marché. Elle risque aussi de faire éclater l'identité que s'est façonnée le mouvement des femmes au fil des ans: valeurs, modes de fonctionnement, rapports au pou-

CLUB VOYAGES DU PLATEAU VOYAGES PIGEON

QUALITÉ ET SERVICE AU MEILLEUR PRIX

Paris	à partir de . . .	389,00\$
Amsterdam		448,00\$
Londres		448,00\$
Genève, Zurich		519,00\$
Frankfurt, Dusseldorf		519,00\$
Hong Kong		1 150,00\$
Bangkok		1 300,00\$
New Delhi		1 360,00\$
Lima		659,00\$
Floride		189,00\$

Circuits européens 1 345,00\$

Location voitures, hôtels, etc.

**SURVEILLEZ NOS SPÉCIAUX DERNIÈRE MINUTE
POURQUOI PAYER PLUS CHER? PLANIFIEZ VOS VOYAGES AVEC NOUS**

Tél: 521-3320 / 526-2434
981, rue Duluth est
(Angle Parc Lafontaine)
Montréal

CHANDELEUR DE FRANCINE NOËL

Le premier texte dramatique de Francine Noël, l'auteure du roman à succès *Maryse* Trois gardiennes, trois femmes aux origines différentes, aux destins différents, se retrouvent, le temps d'un week-end, au domicile de Sara Desneiges, âgée de 12 ans. Quatre tranches de vie qui se chevauchent, se confrontent et nous interpellent. Un apport important à la dramaturgie actuelle.

190 pages - 10,95\$

VLB Éditeur

la petite maison de
la grande littérature



4665, rue Berri, Montréal. Québec, H2J 2R6 tél: (514) 524-2019

20 ANS DU CENTRE D'ESSAI DES AUTEURS DRAMATIQUES

Vingt courtes pièces, aux contenus variés de vingt auteurs différents, qui donnent un aperçu intéressant de notre dramaturgie. Mieux qu'un manuel scolaire, *20 ans* s'avère un outil précieux pour initier les étudiants aux pratiques théâtrales actuelles. Tous les grands noms de la dramaturgie québécoise (ou presque) s'y retrouvent, de Michelle Allen et Jean Barbeau à Michel Tremblay et Gilbert Turp, en passant par Marcel Dubé, Michel Garneau, Marie Laberge et Jovette Marchessault.

320 pages - 14,95\$



voir, participation collective. Bref, c'est aussi la culture des groupes de femmes qui est menacée.

Comment réagir?

Cette nouvelle attitude de l'État va nous obliger, les groupes de femmes, à faire des pressions soutenues pour maintenir nos acquis, à nous assurer de la place des femmes dans les différents dossiers et à chercher une plus grande visibilité sur la scène politique et dans les médias. Il faudra surtout travailler à bâtir un plus large consensus social autour de la nécessité de l'action féministe, démontrer que, malgré les progrès accomplis, les femmes sont toujours pauvres, comme le sont les groupes et comme l'est aussi le ministère de la Condition féminine au Québec, sans porte-feuille, avec comme seul pouvoir la persuasion.

Cela veut dire aussi que nous devrions aborder autrement la question de notre financement. Jusqu'à maintenant, très préoccupés de préserver leur autonomie, les groupes ont surtout réagi contre les possibilités que l'État subventionneur récupère leurs pratiques et veuille les contrôler. Même si ces préoccupations sont toujours légitimes, elles ont eu pour effet, à mon avis, de placer les groupes sur la défensive.

Il est normal que les gouvernements veulent contrôler les fonds publics; il leur faudrait cependant des outils de contrôle mieux adaptés aux groupes. Il est aussi normal, jusqu'à un certain point, que les gou-

ACTUALITÉ FÉMINISTE

vernements récupèrent les initiatives des groupes pour les étendre à des secteurs plus larges de la société. Cela a été le cas, par exemple, de l'intervention féministe auprès des femmes violentées, développée par les femmes des maisons d'hébergement. Aujourd'hui, on forme dans le même sens les intervenantes du réseau des affaires sociales. Le problème est ailleurs: dans le fait que la contribution des groupes de femmes à toute la société, et leurs initiatives, ne soient pas reconnues. Une telle reconnaissance se traduirait, entre autres, par un financement adéquat de leur travail.

Pour nous, les groupes, adopter une attitude plus affirmative voudrait dire refuser la balkanisation du mouvement féministe et sa réduction en une masse de petits projets; refuser que le bénévolat des femmes soit encore proposé comme une solution pour économiser; participer à toutes les commissions, réunions et instances qui discuteront des solutions; avoir une position sur la question et la défendre de façon concertée. C'est d'ailleurs ce que s'apprent à faire les groupes concernés par l'évaluation de la Commission Rochon en matière de santé. Nous devons explorer ces pratiques relativement nouvelles: concertation, lobbying, etc. Il n'y a pas d'autres façons d'influencer en notre faveur les choix politiques.

Une question de responsabilité

L'enjeu est de taille car il ne s'agit pas seulement d'une question de sous. Le mouvement féministe porte en lui-même un projet de société: l'égalité des femmes, l'humanisation des rapports sociaux, la fin des guerres et une plus grande qualité de vie. Dans cette perspective, l'action volontaire des femmes, qu'on l'appelle bénévolat ou militantisme, est une prise en charge collective et non un moyen d'économiser. C'est une tout autre affaire.

Enfin, il faut dire que tout en réclamant un plus grand accès aux sources gouvernementales de financement, les groupes de femmes sont très loin d'entretenir une dépendance face à l'État. Ce qui soutient leur action, c'est avant tout la volonté politique des femmes et leur propre implication quotidienne dans les dossiers. Quand les groupes s'adressent aux gouvernements pour qu'ils appuient financièrement leur action, ils font appel à la responsabilité de l'État et de toute la société face à la condition des femmes. Or, rien aujourd'hui n'autorise les gouvernements à se désengager de celle-ci, à se déresponsabiliser. Bien au contraire. Les groupes de femmes commencent à peine à gagner des points... et tout ne va pas si bien!

LYSE BRUNET

Lyse Brunet est coordonnatrice générale de l'R des centres de femmes.



Le Centre d'essai des auteurs dramatiques 1965-1985

Dans le cadre de

20 ans 20 lundis

LE PROJET CAMILLE C. présente

SOUVENIRS DE SOEURS / LES FEMMES ÉCRIVENT LE THÉÂTRE QUÉBÉCOIS

lecture d'un montage d'extraits d'oeuvres dramatiques québécoises avec

Marie Adam (Théâtre de Carton)
Jasmine Dubé
et Lise Roy



le lundi 10 mars à 20 h à la Maison de la Culture du Plateau Mont-Royal 465 est, Mont-Royal Réservations: 526-7529

Avec la collaboration de La Vie en Rose magazine féministe d'actualité.

CENTRES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES DE L'UQAM

à Saint-Jean à Saint-Jérôme à Ville de Laval

Êtes-vous intéressé(e) à suivre un ou des cours universitaires dans les villes desservies par les trois (3) centres d'études universitaires? Désirez-vous obtenir des informations sur un point précis? Si oui, communiquez avec le personnel des centres:

C'est facile de nous atteindre...

Saint-Jean: 282-3102, 1-346-7901, 1-800-363-9290 (sans frais)	Ville de Laval: 282-3075, 682-1343 Direction: 282-8398
Saint-Jérôme: 282-3104, 1-436-2878, 1-800-363-3691 (sans frais)	

 Université du Québec à Montréal